

Dec 7, Tokyo, Japan



Members of Japanese Asbestos victim and families, in front of Canadian Embassy in Tokyo



Dec 7, Seoul, Korea



In front of Canadian Embassy and Quebec Trade office in Seoul



Dec 9, Delhi, India,



Dec 9, HongKong



Dec 9, London, United Kingdom



Dec 9, Manila, Philippines



Dec 9, Paris, France



Dec 10, Mumbai, India





# Appendix; Media coverage

Oct 9, La Prasse, Montreal, Canada

A 2
LA PRESSE MONTREAL VENDREDI 8 OCTOBRE 2010

## ACTUALITÉS



PHOTO MICHAËL DARISSMAN, COLLABORATION SPÉCIALE

Les photos prises par le militant indonésien Muhammad Darisman montrent des gens, dont des enfants, qui se promènent dans un décharge pleine d'amiante. Celle-ci contient des déchets de l'usine Djabesmen, le plus gros fabricant de toitures d'amiante chrysotile de l'Indonésie. On peut voir des sacs au logo de Lab Chrysotile, une mine d'amiante située à Theford Mines, au Québec.

**DÉPOTOIR D'AMIANTE EN INDONÉSIE**

# Des photos embarrassantes pour une mine québécoise



**ISABELLE HACHEY**

Penché au milieu d'un dépotoir, un enfant fouille les déchets à mains nues. Derrière lui, des adultes utilisent de grands sacs pour récupérer du plastique, des planches et des morceaux de ciment. Leurs sacs portent le logo de Lab Chrysotile, une mine d'amiante située à Theford Mines, au Québec.

Ces photos ont été prises le 6 août dans un décharge de l'usine Djabesmen, le plus gros fabricant de toitures d'amiante chrysotile de l'Indonésie. Elles «établissent clairement le caractère criminel, tellement il est négligent, de notre politique nationale d'exportation de l'amiante», s'indigne le Dr Fernand Turcotte, professeur d'entier en médecine préventive à l'Université Laval.

Le Dr Turcotte dit avoir été ébranlé à la vue de ces clichés, qui prouvent selon lui «l'impossibilité de mettre en œuvre des règles censées ren-  
dre l'amiante inoffensif pour la santé humaine. Quand on entend nos politiciens conjurer à tous les temps l'installation sécuritaire de l'amiante pour justifier son exportation dans les pays du tiers-monde, c'est proprement ahurissant».

L'amiante chrysotile est un produit cancérigène interdit dans la plupart des pays occidentaux. Le Canada n'utilise pas ce matériau dans ses propres constructions, mais encourage son exportation dans les pays en voie de développement, une politique jugée amoralisée par de nombreux professionnels de la santé au Québec, et dans le monde.

Selon le Dr Turcotte, si ce dépotoir était situé au Québec, «l'accès en serait interdit à moins de porter des combinaisons spéciales». Or, une dizaine de personnes chaussées de simples sandales récupèrent les rebuts de l'usine lors du passage de Muhammad Darisman, le militant indonésien qui a pris ces photos. L'usine est située à l'est de la capitale, Jakarta.

« Ces gens sont très pauvres et dépendants de ce que rejette l'usine. Ils ramassent le plastique, le bois et l'amiante parmi les déchets, pour ensuite les offrir à des revendeurs. L'un d'eux en a même dit qu'il gagnait un dollar par jour quand il était chèqueux. Sa maison était située à 300 mètres, tout près du dépotoir. Il ne savait pas que l'amiante était dangereux », explique M. Darisman.

Des avertissements dans plusieurs langues étaient inscrits sur les sacs de Lab Chrysotile qui jonchaient le sol à l'extérieur de l'usine. Mais selon M. Darisman, aucune de ces langues n'était comprise par la majorité des Indonésiens.

L'amiante-ciment est récupéré par des familles pauvres pour construire des maisons. «On voit ça partout en Asie», dit Kathleen Ruff, militante canadienne qui se bat pour l'interdiction de l'amiante. «Des familles construisent des maisons en coupant l'amiante-ciment avec de petites scies mécaniques. Ça libère une grande quantité de fibres qu'elles respirent. C'est fatal.»

«Hors contexte»  
Le président de Lab Chrysotile, Simon Dupré, dit s'assurer que ses clients utilisent l'amiante de façon sécuritaire. Il a visité à plusieurs reprises les usines indonésiennes qui importent l'amiante de Theford Mines sans jamais avoir noté de manquements graves. «Quand on envoie du

Contrastement à d'autres pays asiatiques, comme l'Inde, la campagne pour l'interdiction du minéral y est encore timide. Le «Ban Asbestos Network in Indonesia», ou l'INA-BAN, sera officiellement lancé le 17 octobre.

L'absence de millions ne sera pas facile, selon M. Darisman. «Une usine d'amiante indonésienne appartient au président de l'un des plus gros partis politiques du pays, dit-il. Nous manquons d'experts intéressés par le sujet et il y a un contrôle de l'information par le gouvernement et les entreprises en ce qui concerne les dangers de l'amiante.»

Les 26 usines d'amiante, qui emploient 7000 travailleurs indonésiens, peuvent aussi compter sur le soutien du Canada. En mars 2006, un «Symposium scientifique

« Ce ne serait pas la première fois qu'on aurait droit à une mise en scène. Nos détracteurs se spécialisent dans le sensationnalisme hors contexte. »  
— Simon Dupré, président de Lab Chrysotile

chrysotile, c'est fait dans les règles de l'art. Sinon, on n'en envoie pas.»

Les sacs de chrysotile «sont habituellement déchiquetés en usine et intégrés directement au produit fini», explique M. Dupré. Il promet de s'assurer que l'usine Djabesmen fonctionne «selon les règles de l'usage responsable». Mais les photos le laissent dubitatif.

« Ce ne serait pas la première fois qu'on aurait droit à une mise en scène. Nos détracteurs se spécialisent dans le sensationnalisme hors contexte. »

L'Indonésie importe 78 000 tonnes de chrysotile par an, en majeure partie de la Russie, du Brésil et du Canada.

International» avait été organisé à Jakarta. Selon le groupe BAN-Asbestos, ce symposium commandité par l'industrie de l'amiante n'avait présenté que des scientifiques gagnés à la cause.

Clément Godbout, président de l'Institut du chrysotile, comptait parmi les conférenciers invités. Le Jakarta Post avait d'ailleurs cité une étude commandée par cet institut faite à Montréal — en fait le lobby de l'industrie mondiale de l'amiante — selon laquelle le chrysotile n'avait aucun effet négatif sur la santé humaine.

Le symposium s'était conclu par un cocktail à l'ambassade canadienne.

**LA SIMPLICITÉ DANS L'INNOVATION**



**PANERAI**  
LABORATORIO DI IDEE.  
www.panerai.com

**CHÂTEAU D'IVOIRE**  
JEWELLERS • JEWELLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL (514) 863-6811  
RÉSERVATION: 1-888-863-4383  
www.chateaudivoire.com

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?**  
nouvelles@lapresse.ca

**UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?**  
commentaires@lapresse.ca

**SOMMAIRE**

Amour-moi?	ARTS 10	Histoires étonnantes	ARTS 4
Annuaire du jour	AFFAIRES 10	Lectures	A 22
Bizness	AFFAIRES 6-7	Musée	A 22 & 24
Deux	AFFAIRES 11	Portes ouvertes	AFFAIRES 4 et 9
Économie	A 26-27	Soins	ARTS 6 & 9

**Météo**  
Prévision en météo et services en ligne-météo, maximum 10, minimum 5. AFFAIRES 9

- 60 -



Dec 9, The Gazette, Montreal, Canada (front page headline & inside coverage)



RELANCE DE LA MINE JEFFREY À ASBESTOS

# The Lancet exhorte Québec à ne pas soutenir la mine d'amiante

ISABELLE HACHEY

La revue médicale britannique *The Lancet* exhorte le gouvernement du Québec à refuser son soutien aux entrepreneurs qui souhaitent relancer l'exploitation de l'amiante à la mine Jeffrey, à Asbestos, pour le prochain quart de siècle.

« *The Lancet* ajoute sa voix à celles de nombreux militants anti-amiantes dans le monde, de l'Association médicale canadienne et d'autres, qui demandent que cesse cette exportation immorale de morts et de maladies liées à l'amiante chez des populations parmi les plus vulnérables du monde », dit le rédacteur en chef de la revue, le Dr Richard Horton.

« Nous demandons au gouvernement du Québec de ne pas soutenir la relance de la mine Jeffrey, qui continuerait ainsi d'exporter de l'amiante pendant encore 25 ans. Comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), *The Lancet* serait heureux de voir l'amiante disparaître dans toutes les régions du monde. »



La société Balcorp, consortium international dirigé par le Montréalais Baljit Chadha, se dit prête à acheter la mine Jeffrey d'Asbestos, à la condition que le gouvernement du Québec lui garantisse un prêt de 58 millions de dollars nécessaire à sa relance.

tion que le gouvernement lui garantisse un prêt de 58 millions de dollars nécessaire à sa relance. Si le projet va

« Les liens entre l'amiante et les cancers du poumon, dont le mésothéliome, sont établis depuis longtemps,

loppement où il y a peu de normes pour protéger les travailleurs ou la population en général de ses effets mortels. Ils devraient, en tant que gouvernements d'un pays riche, montrer l'exemple aux autres nations exportatrices – comme la Russie et le Kazakhstan – en déclarant que cette pratique n'est plus acceptable. »

Dans son dernier numéro, *The Lancet* rappelle que le Canada désamiante ses édifices à grands frais et a pratiquement banni de facto l'utilisation de ce minéral

dans ses nouvelles constructions, mais qu'il continue à en exporter vers des pays pauvres, une attitude jugée « hypocrite » par le magazine.

L'Association médicale québécoise (AMQ) appuie la prestigieuse revue scientifique. « L'extraction, la transformation et l'utilisation de l'amiante chrysotile sont nocives pour la santé. Point à la ligne. En autorisant la garantie de prêt, le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Innovation, Clément Gignac, cautionne l'exportation d'un produit qui tue annuellement 90 000 personnes, selon l'OMS », indique le Dr Jean-François Lajoie, président de l'AMQ.

Dans le monde, la mobilisation contre la relance de la mine Jeffrey prend de l'ampleur. Des manifestations sont prévues cette semaine dans plusieurs villes d'Asie et d'Europe. En Grande-Bretagne, des groupes anti-amiantes doivent manifester aujourd'hui devant l'ambassade canadienne à Londres. Ils déposeront ensuite une pétition à Downing Street.

Le ministre britannique du Développement international, Alan Duncan, a récemment déclaré que son gouvernement était « totalement opposé à l'utilisation de l'amiante ». Il a ajouté que « l'exportation canadienne d'amiante est un sujet d'inquiétude ».

D'autre part, la délégation asiatique de militants anti-amiantes poursuit sa tournée au Québec dans l'espoir de sensibiliser les politiciens et la population à leur cause. Ils ont rencontré hier la critique péquiste en matière de santé, Agnès Maltais, et des dirigeants de la Centrale des syndicats démocratiques, qui représente les mineurs d'Asbestos. Faute d'avoir pu obtenir un entretien avec le premier ministre Jean Charest, ils rencontreront samedi le ministre du Développement économique, Clément Gignac.

« En autorisant la garantie de prêt, le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Innovation, Clément Gignac, cautionne l'exportation d'un produit qui tue annuellement 90 000 personnes, selon l'OMS. » — Le Dr Jean-François Lajoie, président de l'AMQ

La société Balcorp, un consortium international dirigé par le Montréalais Baljit Chadha, se dit prête à acheter la mine Jeffrey, à la condi-

de l'avant, la mine exportera 200 000 tonnes d'amiantes par année en Asie, où la demande pour le minéral cancérigène est en forte croissance.

dit le Dr Horton. Les gouvernements du Québec et du Canada ne devraient pas exporter de l'amiantes dans des nations en voie de déve-

# THE LANCET

## THE LANCET: Press Release

EMBARGO: 0001H (UK time) Thursday 9 December 2010

### LANCET CONDEMNS HYPOCRITICAL CANADA AND QUÉBEC GOVERNMENTS FOR EXPORTING DEADLY ASBESTOS TO VULNERABLE DEVELOPING COUNTRIES

In a [World Report](#) published *Online First* and in this week's *Lancet*, the governments of both Canada and Québec are condemned by a number of anti-asbestos campaigners and the Canadian Medical Association for exporting asbestos to vulnerable developing countries. *Lancet* Editor Dr Richard Horton adds *The Lancet's* voice to those calling on the Québec Government not to provide a loan guarantee to a consortium that will revive Canada's currently dying asbestos exports for another 25 years. The [World Report](#) is written by Tony Kirby, Media Relations Manager at *The Lancet*.

For many years, Canada has been a major exporter of white asbestos or 'chrysotile', with other major exporters being Russia, Kazakhstan, and Brazil. But in the past two decades, bans on chrysotile (in addition to those long in force for blue and brown asbestos) have existed, either in law or de facto, in many high-income countries, including the United Kingdom, which banned chrysotile in 1999, and Canada itself, which has not legally banned chrysotile but has a de facto ban. As such, more and more of Canada's asbestos has been going to developing countries, where few or no protections exist and as such a time-bomb of deadly asbestos-related death and disease will continue to grow. Mesothelioma is a specific lung cancer caused by exposure to asbestos, and diagnosis is almost always a death sentence. In the UK, deaths from mesothelioma have climbed from 895 in 1990 to 2,249 in 2008, with no sign of declining, as the effects of workers' exposure in the 1960s and 70s continue to manifest. Similar trends are occurring in other high-income nations.

Canada's chrysotile resources have been dwindling. However, an Indian-led consortium (led by Montreal-based financier Baljit Chadha) is now planning to convert the recently closed Jeffrey Mine in Québec from open pit to underground, which would see Canada produce and export some 10% of the world's asbestos again. Protests are going on in London (9 Dec), Québec, and Asian cities against the Québec and Canada governments to stop the loan guarantee being given. In London, a coalition of UK anti-asbestos groups are protesting against the reopening of the Jeffrey Mine outside Canada House, London, before handing in a petition to 10 Downing Street. In Québec, an Asian Delegation from affected importing countries (including Indonesia, India, Korea and Japan) is holding a number of public events and press conferences across the province.

Laurie Kazan-Allen, coordinator of the International Ban Asbestos Secretariat (IBAS) and producer of the British Asbestos Newsletter says: "For over a decade, we have been engaged in a David and Goliath battle with asbestos lobbyists, stakeholder governments and commercial interests. They maintain that asbestos can be used safely under controlled conditions, but we know this is wrong. A new asbestos mine in Québec would be an abomination."

Kathleen Ruff, Canadian anti-asbestos campaigner, author of *Exporting Harm: How Canada Exports Asbestos to the Developing World*, and senior human rights adviser to the Rideau

Institute, an independent research and advocacy organisation in Ottawa, says: “It’s not too late for the Québec Government to change its mind and deny the loan guarantee. They must set an example to the other asbestos exporters worldwide. If this mine re-opens, the Canadian and Québec Governments will have blood on their hands for generations to come.”

If governments in Canada recognise that restrictions and regulations are essential to protect our citizens from the devastating effects of this hazardous product, why do they allow asbestos to be exported to other countries that may lack the resources to protect their own citizens?” asks CMA president Jeff Turnbull. “We have a social responsibility to protect not only the health of Canadians but that of citizens elsewhere who are being harmed by a Canadian export. Canada should not be abdicating this responsibility,” he adds. Dr Richard Horton, Editor of *The Lancet*, said: “The links between asbestos and lung cancer, including mesothelioma, have long been established. The governments of Québec and Canada should not be exporting asbestos to developing nations where there are few or no workplace regulations to protect workers or the general population from its lethal effects. They should, as governments of a high-income nation, be setting an example to other asbestos-exporting nations – such as Russia and Kazakhstan – by declaring this practice is no longer acceptable.

“*The Lancet* adds its voice to those of the many anti-asbestos campaigners worldwide, the Canadian Medical Association, and others, who are calling for an end to this immoral export of asbestos-related death and disease to some of the most vulnerable people in the world. We call on the Government of Québec not to back re-development of the Jeffrey Mine which would continue asbestos exports for another 25 years. Like WHO, *The Lancet* will be happy to see asbestos phased out of use of in all parts of the world.”

Laurie Kazan-Allen, coordinator of the International Ban Asbestos Secretariat (IBAS) and producer of the British Asbestos Newsletter T) +44 (0) 208 958 3887 / +44 (0) 7766 645880 E) [lka@btinternet.com](mailto:lka@btinternet.com)

Kathleen Ruff, Canadian anti-asbestos campaigner, author of *Exporting Harm: How Canada Exports Asbestos to the Developing World*, and senior human rights adviser to the Rideau Institute. T) +1 514 571-2696 E) [kruff@bulkley.net](mailto:kruff@bulkley.net)

For Dr Jeff Turnbull, President, Canadian Medical Association, please contact Lucie Boileau Manager, Media Relations +1 613 731-8610 ext 1266 / + 1 613 447-0866 E) [Lucie.Boileau@cma.ca](mailto:Lucie.Boileau@cma.ca)

For Dr Richard Horton, Editor, *The Lancet*, please contact Tony Kirby T) +44 (0) 20 7424 4949 / +44 (0) 7920 592635 E) [tony.kirby@lancet.com](mailto:tony.kirby@lancet.com)

For full *World Report* see: <http://press.thelancet.com/wrcanada.pdf>

## “석면소비국 아시아에 밀집 캐나다 석면광산 허가 안돼”

### 아시아 환경운동가들 원정시위

최근 캐나다가 1급 발암물질인 석면 광산을 새로 허가할 예정이어서, 아시아 시민사회가 강하게 반발하고 있다. 한국과 일본, 인도네시아, 인도 등 아시아 환경·산업 보건 단체로 구성된 아시아석면추방네트워크(공동대표 백도명 서울대 교수)는 지난 10일 캐나다 몬트리올과 퀘벡에서 항의 시위를 벌였다.

아시아에는 전세계 10대 석면 소비국 가운데 6곳이 밀집돼 있다. 현재 50여개국이 석면을 금지하지만 아시아에서는 한국·일본 말고는 모두 석면을 쓴다. 한국은 지난해부터 모든 형태의 석면의 수입·제조·사용을 전면적으로 금지한 바 있다. 미국 지리연구소가 집계한 자료를 보면, 2006년 한해 동안 중국이 53만1190t의 석면을 사용했으며, 이어 인도(37만3931t), 러시아(29만2541t) 순으로 석면 소비가 많았다.

캐나다는 아시아 지역에 대한 최대의 석면 수출국이다. 한국도 캐나다에서 가장 많은 석면을 수입했다. 캐나다의 퀘벡 주정부는 이달 안에 20만t을 생산할 수 있는 석면 광산을 새로 허가할 예정이다. 캐나다와 러시아, 남아프리카공화국 등의 광산업계와 정부는 백석면의 경우 ‘조심해서 사용하면 안전하다’는 논리를 내세워 대만과 인도네시아, 인도 등으로 수출하고 있다.

아시아석면추방네트워크는 유해물질의 국가간 이동을 금지하는 국제조약인 ‘바젤협약’에 백석면을 포함시켜야 한다고 주장한다. 하지만 캐나다, 러시아 등 석면 광산을 운영하는 국가들은 이에 반대하고 있다.

최예용 환경보건시민센터 소장은 “캐나다는 법적으로 석면을 금지하지 않지만 일상에서는 거의 쓰지 않는다”며 “석면 산업이 일본에서 한국으로 이동한 것처럼, 석면 산업과 석면의 국가간 이동을 금지하고 피해를 조사해야 한다”고 말했다.

남종영 기자

환경보건시민센터

3



지난 10일 캐나다 퀘벡의 백석면연구소 앞에서 아시아와 캐나다 환경·산업보건 단체 회원들이 석면 광산 허가를 반대하는 시위를 벌이고 있다. 환경보건시민센터 제공